



KPMG Togo
8ème étage immeuble BTCl Siège
169, Boulevard du 13 janvier
06 BP 6019 Lomé 06, Togo
Tél : (228) 22 21 87 69, Fax : (228) 22 21 03 55
Email : contact@kpmg.tg

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BOAD)

Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle 2020

Période du 01/01/2020 au 30/06/2020
B.O.A.D.

68, Avenue de la Libération
BP 1172, Lomé - Togo

*Ce rapport contient 03 pages
L'annexe comprend 36 pages*



KPMG Togo
8ème étage immeuble BTCl Siège
169, Boulevard du 13 janvier
06 BP 6019 Lomé 06, Togo
Tél : (228) 22 21 87 69, Fax : (228) 22 21 03 55
Email : contact@kpmg.tg

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BOAD)

Siège social : 68, Avenue de la Libération, B.P. 1172 Lomé - Togo
Capital social : FCFA 1 155 000 000 000

Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière
semestrielle 2020

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020

Introduction

Nous avons effectué l'examen limité des comptes individuels semestriels résumés de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020. Ces comptes comprennent l'état de la situation financière, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date ainsi que les notes annexes.

Le Conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère de cette information financière intermédiaire conformément à IAS 34 « Information Financière Intermédiaire ».

Ces comptes individuels semestriels ont été établis sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée à la Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir.

Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur cette information financière intermédiaire sur la base de notre examen limité.



Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité conformément à la norme ISRE 2410, « Examen limité de l'information financière intermédiaire effectué par l'auditeur indépendant de l'entité ». Un examen limité d'informations financières intermédiaires consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables et dans la mise en œuvre de procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité. L'étendue d'un examen limité est très inférieure à celle d'un audit effectué selon les normes internationales d'audit, et en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous ne formulons pas d'opinion d'audit.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité de l'information financière intermédiaire au 30 juin 2020 avec la norme IAS 34 du référentiel IFRS tel qu'émis par l'IASB relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la Note 19 décrivant l'impact de la COVID-19 sur les comptes de la Banque au 30 Juin 2020. Notre conclusion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Lomé, le 23 septembre 2020

Le Commissaire aux comptes

KPMG Togo

Toussaint O. de SOUZA
Associé



Annexe :

Etats financiers semestriels au 30 juin 2020



**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
DE LA BOAD AU 30 JUIN 2020**

SEPTEMBRE 2020

SOMMAIRE

A- RAPPORT D'ACTIVITE DE LA BANQUE AU 30 JUIN 2020.....	1
B- ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2020	5
Etat de la situation financière	6
Etat du résultat global	7
Tableau de variation des capitaux propres	8
Tableau des flux de trésorerie	9
NOTE 1. ACTIVITE DE LA BOAD	10
NOTE 2. RESUME DES PRINCIPES ET PRATIQUES COMPTABLES	10
NOTE 3. EFFETS DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIERE NOUVELLES OU REVISEES	13
NOTE 4. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	15
NOTE 5. PRÊTS ET CREANCES AU COÛT AMORTI	16
NOTE 6. PARTICIPATIONS	19
NOTE 7. COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS.....	22
NOTE 8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	23
NOTE 9. PASSIFS AU COÛT AMORTI	24
NOTE 10. FONDS AFFECTÉS.....	26
NOTE 12. CAPITAUX PROPRES	27
NOTE 13. PRODUIT NET BANCAIRE.....	29
NOTE 14. COÛT DU RISQUE.....	29
NOTE 15. CHARGES LIEES AUX ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT.....	30
NOTE 16. GESTION DES RISQUES.....	30
NOTE 17. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS	30
NOTE 18. ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	32
NOTE 19. EFFETS DE LA COVID-19 SUR LES COMPTES DE LA BANQUE.....	33
NOTE 20. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE	33

A- RAPPORT D'ACTIVITE DE LA BANQUE
AU 30 JUIN 2020

1- CONTEXTE

L'activité de la BOAD au cours du premier semestre 2020 a été menée dans un contexte marqué par la contraction de 4,9% en 2020 de l'économie mondiale, après une progression de 2,9% en 2019. Cette évolution de l'activité s'inscrit dans un contexte de crise sanitaire marquée par la propagation à l'échelle mondiale de la maladie à coronavirus, qui a des répercussions économiques plus graves que prévues.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance est projetée à -3,0% en 2020 contre 3,7% en 2019. En Chine, une forte décélération serait enregistrée en 2020, le taux de croissance étant projeté à 1,0%. En Inde, une baisse de l'activité serait également observée avec un taux de croissance de -4,5% en 2020 contre 4,2% en 2019.

En Afrique Subsaharienne, la croissance économique devrait s'établir à -3,2% en 2020 contre 3,1% en 2019. En Afrique du Sud, elle passerait de 0,2% en 2019 à -8,0% en 2020. Au Nigéria, la croissance s'établirait à -5,4% en 2020, sous l'effet conjugué de la pandémie et de la baisse des cours du pétrole, après 2,2% en 2019.

Dans la zone UEMOA, il est attendu un ralentissement de l'activité économique avec un taux de croissance de 2,4% contre 6,1% en 2019, consécutif à l'impact négatif de la crise sanitaire mondiale liée au coronavirus sur les économies de tous les Etats membres. Le ralentissement de la croissance résulterait principalement des mesures de restriction prises par tous les Etats pour contenir la crise sanitaire. Ces mesures devraient avoir des effets néfastes plus prononcés sur les activités de commerce, de transport, de l'hôtellerie, du tourisme et de la restauration. La hausse des prix devrait rester modérée et tous les Etats membres respecteraient la norme communautaire de 3% maximum en matière d'inflation.

2- EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

Au niveau de la BOAD, la mise en œuvre du Plan stratégique 2015-2019 est arrivée à son terme à fin décembre 2019. En attendant l'approbation du nouveau Plan stratégique 2021-2025 par les organes délibérants, l'activité s'est poursuivie dans la continuité des orientations du Plan finissant.

Les événements significatifs de la période sous revue sont ceux ci-après.

2.1 Déclenchement du Plan de Continuité d'Activités (PCA) de la Banque

Dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie de la COVID-19, la BOAD a déclenché son PCA par la prise de mesures pour la préservation de la santé du personnel et la continuité de ses activités. Le suivi opérationnel est assuré par le Comité exécutif et le pilotage par un Comité décisionnel présidé par le Président de la BOAD.

2.2 Financement des mesures d'urgence des Etats et appui au secteur bancaire

La BOAD a apporté son appui aux Etats et au secteur bancaire dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Ainsi, elle a mis en place au profit des Etats, des prêts à des conditions concessionnelles pour un montant total de 200 milliards de FCFA dont 147 550 MFCFA ont été décaissés au cours du premier semestre 2020. S'agissant du secteur bancaire, une enveloppe de 100 milliards de FCFA est mise à la disposition des banques en vue du financement des PME/PMI affectées par la crise sanitaire.

2.3 Revue annuelle 2020 du rating de la BOAD

Au terme de leur revue annuelle du rating de la BOAD, les Agences de notation ont confirmé, pour la cinquième année consécutive, la qualité de la signature de la Banque dans la catégorie « *investment grade* », à savoir « Baa1 » pour Moody's et « BBB » pour Fitch en dépit des effets induits par la pandémie de la COVID-19 sur les économies de la zone.

2.4 Validation des orientations stratégiques 2021-2025

La BOAD a présenté au Conseil d'Administration, lors de sa session de juin 2020, le rapport d'évaluation de la mise en œuvre du Plan stratégique 2013-2019 ainsi que les orientations du Plan stratégique 2021-2025. Sur la base desdites orientations, le projet de Plan stratégique couvrant la période 2021-2025 a été élaborée et devrait être soumis aux Organes délibérants à leurs réunions de septembre 2020.

2.5 Création d'un Comité RSE au sein du Conseil d'Administration

Au cours de sa session de juin 2020, le Conseil d'Administration a adopté les textes portant création, composition et attributions d'un Comité RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) conformément à la Norme ISO 26000. Cette décision vient renforcer le dispositif de gouvernance de la RSE de la BOAD dont les documents de Politique et de stratégie ont été adoptés lors de la session de décembre 2019 à Dakar au Sénégal.

2.6 Prise de fonction d'un nouveau Management à la tête de l'institution

Au cours du premier semestre, un nouveau vice-président a pris fonction et succédé au vice-président sortant dont le mandat est arrivé à terme.

La Banque a également enregistré la prise de fonction d'un nouveau Président qui a succédé le 28 août 2020 à l'ancien dont le mandat est arrivé à terme.

2.7 Poursuite des financements sur le guichet FDC

Le mécanisme de bonification créé dans les livres de la Banque pour les financements concessionnels a connu son cinquième abondement lors de la réunion du Conseil des

Ministres du 30 mars 2020. Le montant total des ressources libérées au titre du mécanisme de bonification se chiffre au 30 juin 2020 à 167,15 milliards de FCFA dont 30 milliards de FCFA supplémentaires versés par la BCEAO et la Commission de l'UEMOA en vue de la bonification des prêts d'urgence pour faire face à la crise sanitaire liée à la COVID-19.

Le mécanisme a permis de mettre en place, de 2016 à 2019, des financements concessionnels d'un montant total de 322 milliards FCFA pour 40 opérations. Par ailleurs, au cours du premier semestre de l'année 2020, le Conseil d'Administration de la Banque a autorisé le financement de dix (10) projets de développement sur le guichet FDC pour un montant total de 55 milliards FCFA.

2.8 L'évolution des approbations et des décaissements

Au 30 juin 2020, le volume global des financements consentis sur l'exercice 2020, sous forme de prêts directs et de lignes de refinancement, s'établit à 591,1 milliards FCFA dont 200 milliards de FCFA de prêts bonifiés en vue de la prise en charge des mesures urgentes pour faire face à la crise sanitaire du coronavirus.

Le premier semestre a enregistré 267,91 milliards FCFA de décaissements sur prêts directs et lignes de refinancement dont 147,55 milliards de FCFA au titre des prêts d'urgence COVID-19.

2.9 Les résultats financiers

Le total bilan de la Banque ressort à 3 214 milliards FCFA contre 3 110 milliards au 31 décembre 2019. La situation financière de la Banque reste saine. A fin juin 2020, elle est notamment marquée par des fonds propres représentant 26,97% du total bilan et le rapport « *encours des emprunts / fonds propres* » (ratio d'endettement) ressort à 241%, en baisse par rapport au 31/12/19 dont le niveau était de 255% pour une norme statutaire de 300%.

3- PERSPECTIVES

En dépit des acquis enregistrés, le défi pour la Banque est de préserver, voire améliorer la qualité de sa signature financière internationale pour mobiliser davantage de ressources afin de soutenir convenablement ses Etats membres dans leurs ambitions de développement, surtout pour faire face aux besoins que nécessitera la relance des économies de l'Union pendant la période post COVID-19. Dans ce cadre, elle veillera à la consolidation de sa solvabilité et à l'adéquation de ses fonds propres. Les moyens que donneront les Organes délibérants à la BOAD à travers l'approbation de son Plan stratégique 2021-2025 devraient lui permettre de faire face à ces nouveaux enjeux et défis.

B- ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES
AU 30 JUIN 2020

Etat de la situation financière

ACTIF	Note	30/06/2020	31/12/2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	398 102	576 151
Prêts et créances au coût amorti	5	2 516 542	2 341 887
- Créances interbancaires		45 653	50 119
- Créances sur la clientèle		2 056 729	1 985 427
- Prêts au personnel		11 460	10 963
- Portefeuille titres de dettes		395 818	288 496
- Créances sur actionnaires à libérer		6 882	6 882
Participations	6	127 256	138 656
- Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par le résultat		10 621	10 436
- Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		116 635	128 220
Comptes de régularisation et actifs divers	7	162 874	44 470
- Actifs dérivés		127 711	35 286
- Comptes de régularisation actif		22 777	1 778
- Autres actifs		12 385	7 406
Immobilisations corporelles	8	5 649	5 897
Immeubles de placement	8	710	728
Immobilisations incorporelles	8	517	412
Actifs non courants détenus en vue de la vente	8	2 245	2 245
TOTAL ACTIF		3 213 894	3 110 447
PASSIF	Note	30/06/2020	31/12/2019
Passifs au coût amorti	9	2 113 567	2 189 070
- Dettes interbancaires		2 373	2 463
- Dettes représentées par un titre		1 593 027	1 668 868
- Autres emprunts		518 166	517 738
Fonds affectés	10	101 626	42 739
Comptes de régularisation et passifs divers	11	42 836	38 680
- Passifs dérivés		-	16 868
- Comptes de régularisation passif		23 036	18 380
- Autres passifs		19 800	3 432
Provisions		8 726	8 231
TOTAL Passifs		2 266 754	2 278 720
Capital		233 819	219 881
- Capital souscrit		1 103 650	1 103 650
- Capital sujet à appel		-826 230	-826 230
- Capital à libérer		-41 801	-55 740
- Coût lié à la libération différée du capital		-1 800	-1 800
Primes d'émission		2 622	2 622
Réserves		710 698	609 224
- Réserves affectées aux activités de dévelop.		76 050	76 050
- Réserves de juste valeur sur instruments de capitaux propres		33 912	44 041
- Réserves de couverture de flux de trésorerie		74 033	-20 546
- Autres réserves		26	26
- Résultats non distribués		505 443	392 007
- Réévaluation du passif au titre des régimes de retraites		834	834
- Résultat de l'exercice		20 400	116 812
TOTAL Capitaux propres	12	947 140	831 727
TOTAL PASSIFS et CAPITAUX PROPRES		3 213 894	3 110 447

Etat du résultat global

Compte de résultat	Note	30/06/2020	30/06/2019
Intérêts et produits assimilés		69 777	60 269
Intérêts et charges assimilées		-45 414	-36 875
<i>Soustrait (Marge sur Intérêts)</i>		24 363	23 394
Commissions (produits)		1 473	2 226
Commissions (charges)		-582	-684
<i>Soustrait (Marge sur Intérêts et commissions)</i>		25 254	24 935
Gains de change (a)		57	0
Pertes de change (b)		-4 068	-5 831
Gains/pertes sur instruments de couverture (c)		14 715	11 239
<i>Gains/pertes nets sur devises (a+b+c)</i>		10 704	5 409
<i>Soustrait</i>		35 958	30 344
Gains/pertes sur instruments de capitaux propres à la JV/R		185	85
Dividendes reçus		2 248	2 194
<i>Produit net bancaire</i>	13	38 391	32 623
<i>Coût du risque</i>	14	-10 409	-603
Dotations des Etats		3 200	3 200
Autres produits d'exploitation		219	205
Charges liées aux activités de développement	15	-1 040	-1 918
Charges générales d'exploitation		-9 915	-10 584
- Frais de personnel		-6 251	-6 391
- Amortissements		-597	-673
- Autres		-3 067	-3 520
Autres charges d'exploitation		-46	-31
<i>Autres résultats d'exploitation</i>		-7 582	-9 128
Résultat de la période		20 400	22 893
Eléments susceptibles de reclassement ultérieur en résultat (a)		94 579	14 254
Couverture de flux de trésorerie		94 579	14 254
Eléments non susceptibles de reclassement ultérieur en résultat (b)		-10 129	3 609
Variation de juste valeur des instruments de capitaux propres		-10 129	3 609
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies		0	0
<i>Autres éléments du résultat global (a+b)</i>		84 450	17 863
Résultat global		104 850	40 756

Tableau de variation des capitaux propres

	Capital				Primes d'émission	Réserves							Total
	Capital souscrit	Capital sujet à appel	Capital à libérer	Coût lié à la libération différée du capital		Réserves affectées aux activités de développement	Autres réserves	Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	Pertes ou gains résultant de l'évaluation des titres classés en AFS par OCI (IAS 39)	Pertes ou gains résultant de l'évaluation des instruments de capitaux propres à la JVOCI (IFRS 9)	Réserves de couverture de flux de trésorerie	Résultats non distribués	
Capitaux propres au 1er janvier 2019	1 103 650	-826 230	-67 975	-2 865	2 622	76 050	26	1 245	0	40 689	-39 429	387 402	675 184
<i>Augmentation de capital</i>	0	0											0
Capital à libérer													0
<i>Modifications de la 1ère application d'IFRS 9</i>									0	0			0
<i>Résultat au 31 décembre 2019 avant affectation</i>												116 812	116 812
<i>Autres éléments du résultat global</i>			12 235					-410	0	3 352	18 883	7 605	41 665
Libération de capital de l'exercice 2019			12 235									6 702	12 235
Ajustements résultats non distribués												6 702	6 702
Variation de juste valeur sur instruments de capitaux propres (IFRS 9)									0	3 352		903	4 255
Reclassement des plus values sur instruments de capitaux propres en réserves												0	0
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies								-410				0	-410
Variation en OCI des instruments de couverture											18 883		18 883
<i>Autres variations</i>				1 066									1 066
<i>Affectation du résultat de l'exercice 2018</i>												-3 000	-3 000
Transferts													0
Contributions et distributions													
Total des transactions avec les actionnaires													
Capitaux propres au 31 décembre 2019 et 1er janvier 2020	1 103 650	-826 230	-55 740	-1 800	2 622	76 050	26	834	0	44 041	-20 546	508 819	831 727
													0
													831 727
<i>Augmentation de capital</i>	0												0
<i>Résultat au 30 JUIN 2020</i>												20 400	20 400
<i>Autres variations</i>				0									0
<i>Affectation du résultat de l'exercice 2019</i>												-3 000	-3 000
<i>Autres éléments du résultat global</i>			13 939										13 939
Libération de capital de l'exercice 2020			13 939										-3 879
Ajustements résultats non distribués													-3 879
Variation de juste valeur sur instruments de capitaux propres (IFRS 9)												3 504	-6 625
Reclassement des plus values sur instruments de capitaux propres en réserves												0	0
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies								0					0
Variation en OCI des instruments de couverture											94 579		94 579
<i>Sous-total autres éléments du Résultat global</i>								0	0	-10 129	94 579		84 450
Transferts													0
Contributions et distributions													
Total des transactions avec les actionnaires													
Solde au 30 JUIN 2020	1 103 650	-826 230	-41 801	-1 800	2 622	76 050	26	834	0	33 912	74 033	525 843	947 140

Tableau des flux de trésorerie

Eléments	Notes	30/06/2020	30/06/2019
Flux de trésorerie des activités opérationnelles		30/06/2020	30/06/2019
Résultat de la période		20 400	22 893
<i>Ajustements liés à des éléments non-monétaires et autres éléments</i>			
Gains/pertes non réalisés		-10 844	-5 437
Gains de change		-57	0
Perte de change		198	29
Amortissements		597	673
Dépréciations		0	0
Coût du risque		10 409	603
Gains/pertes sur instruments de capitaux propres évalués à la JV/R		-185	-85
Autres éléments		-2 698	-2 822
		-2 581	-7 040
Variations des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles			
Créances interbancaires		4 466	860
Décaissement sur créances sur la clientèle		-268 104	-165 768
Remboursement sur créances sur la clientèle		229 409	136 537
Autres créances sur la clientèle		-49 918	-46 048
Prêts au personnel		-497	-445
Portefeuille titres		-107 662	19 086
Autres créances		0	0
Autres actifs		-22 845	131
Dettes interbancaires		-90	3 507
Autres dettes		45 539	36 957
Autres passifs		76 911	22 833
		-92 791	7 650
Flux de trésorerie des activités opérationnelles (a)		-74 972	23 503
Flux de trésorerie des activités d'investissement		30/06/2020	30/06/2019
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-328	-250
Ventes d'immobilisations corporelles		34	1
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		-149	-5
Ventes d'immobilisations incorporelles		0	0
Acquisitions de participations		-540	-3 479
Ventes de participations		5 500	1 339
Flux de trésorerie des activités d'investissement (b)		4 517	-2 395
Flux de trésorerie des activités de financement			
Ressources provenant des actionnaires		17 369	16 316
Rachat d'actions		0	0
Émission de dettes		47 854	74 710
Remboursement/Dettes représentées par un titre		-118 682	-102 671
Remboursement/Autres emprunts		-54 134	-40 012
Flux de trésorerie des activités de financement (c)		-107 594	-51 656
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (a+b+c)		-178 049	-30 548
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	4	576 151	270 786
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	4	398 102	240 238
INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES			
Flux de trésorerie opérationnels provenant des intérêts et dividendes :			
Intérêts payés		49 970	42 206
Intérêts reçus		59 526	55 075
Dividendes reçus		2 248	2 194

NOTE 1. ACTIVITE DE LA BOAD

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) est l'institution commune de financement du développement des Etats de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) créée par un traité signé le 14 novembre 1973.

La BOAD est devenue opérationnelle en 1976.

Etablissement public à caractère international, la BOAD a son Siège social à Lomé (TOGO) au 68, avenue de la libération et des Missions Résidentes dans chacune des capitales des sept (07) autres pays de l'UEMOA.

Son actionnariat comprend, outre les Etats membres de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo) et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), trois Etats européens (Allemagne, France et Belgique), ainsi que la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Européenne d'Investissement (BEI), la Chine populaire, Exim Bank Inde et le Royaume du Maroc.

La BOAD a pour objet, aux termes de l'article 2 de ses statuts, de " *promouvoir le développement équilibré des Etats membres et de contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest*" en finançant des projets prioritaires de développement. Elle intervient dans les domaines suivants: développement rural, infrastructures de base, infrastructures modernes, télécommunications, énergies, industries, agro-industries, transport, tourisme et autres services.

Pour financer ses activités, la Banque, aux termes de l'article 37 de ses statuts, peut émettre des emprunts sur le marché intérieur de l'Union ou sur les marchés financiers extérieurs et contracter des prêts auprès des organismes internationaux ou étrangers publics ou privés, de toutes durées d'échéance et de toutes conditions de remboursement, tant en monnaie de l'Union qu'en devises étrangères ou en unités de compte qu'il paraîtra convenable au Conseil d'Administration de la Banque.

Conformément à l'article 44 de ses statuts, la Banque, ses revenus, ses actifs, ainsi que les transactions et opérations qu'elle réalise au titre de ses statuts, sont exonérés de tous les impôts directs ou indirects. Il n'est perçu sur les obligations émises par la Banque ou les intérêts qui en proviennent, quel que soit le détenteur de ces titres, aucun impôt par les Etats ou les collectivités de l'Union.

NOTE 2. RESUME DES PRINCIPES ET PRATIQUES COMPTABLES

Les principes comptables fondamentaux appliqués par la Banque sont résumés ci-dessous.

2.1 Principes de base de présentation des informations financières

Les principes ayant servi de base à la présentation des informations financières sont les suivantes :

Les états financiers individuels au 30 juin 2020 ont été établis conformément à la norme comptable IAS¹ 34 « *Information financière intermédiaire* », telle que publiée par l'IASB² qui permet de présenter une sélection de notes explicatives.

Les notes annexes ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent être lues conjointement avec les états financiers arrêtés au 31 décembre 2019.

Les états financiers individuels au 30 juin 2020 ont été établis suivant les mêmes principes qu'au 31 décembre 2019, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34.

Par ailleurs, les activités de la Banque ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats au 30 juin 2020 ne sont donc pas influencés par des facteurs de saisonnalité (climat par exemple) .

2.2 Principales bases d'évaluation

Les états financiers sont présentés sur la base du coût historique à l'exception des éléments évalués à la juste valeur décrits dans cette annexe.

2.3 Jugements comptables cruciaux et principales sources d'incertitude pour les estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux normes IFRS, nécessite de la part de la Direction de la Banque, des estimations, hypothèses et jugements qui affectent la valeur des actifs, passifs, produits et charges. Les estimations et jugements sont évalués continuellement et tiennent compte de l'expérience et d'autres facteurs, comme les événements futurs jugés raisonnables dans les circonstances du moment.

Les principaux jugements et estimations sont résumés ci-après.

a) Les principaux jugements

La politique comptable de la Banque exige que les actifs et les passifs soient comptabilisés à leur acquisition dans les différentes catégories comptables. Cette décision exige un jugement significatif portant sur le classement et l'évaluation des instruments financiers conformément à IFRS 9.

b) Les principales estimations

La Banque utilise aussi des estimations pour ses états financiers individuels qui se présentent comme suit :

Evaluation de la juste valeur des participations : A chaque arrêté, la Banque passe en revue son portefeuille de participations afin d'évaluer sa juste valeur en fonction des

¹ International Accounting Standards (IAS)

² International Accounting Standards Board (IASB)

informations financières disponibles ou des cours boursiers et procède à l'estimation des variations de juste valeur.

Evaluation de la juste valeur des dérivés: A chaque arrêté, la Banque recourt à un spécialiste qui procède à l'évaluation des instruments de couverture mis en place pour se prémunir contre le risque de change sur les emprunts contractés en DTS et en USD.

2.4 Arrêtés intermédiaires

Les comptes au 30 juin 2020, qui ne permettent pas de préjuger de l'année complète, prennent en compte toutes les écritures comptables de fin de période considérées comme nécessaires par la Direction de la Banque pour donner une image fidèle des informations présentées.

Les calculs actuariels relatifs à la provision pour indemnités de départ à la retraite sont réalisés dans le cadre de la procédure budgétaire. L'évaluation de ces provisions au 30 juin 2020 est fondée sur les calculs actuariels prévisionnels réalisés à la fin de l'année précédente.

2.5 Monnaie fonctionnelle

La monnaie fonctionnelle de la Banque est le Franc de la Communauté Financière Africaine (FCFA/XOF). C'est également sa monnaie de présentation.

Tous les chiffres des états financiers de la BOAD sont présentés en millions de FCFA (M FCFA) sauf précision contraire.

2.6 Evénements postérieurs à la clôture des comptes

La Banque procède à l'ajustement de ses états financiers pour refléter des événements survenus entre la date de clôture et la date à laquelle lesdits états financiers sont autorisés pour publication à condition que ces événements se rapportent à des situations existantes à la date du Bilan.

Au cas où ces événements se rapportent à des situations apparues après la date de clôture des comptes mais qui nécessitent une information à fournir, l'état de la situation financière, l'état du résultat global, le tableau de variation des capitaux propres et le tableau de flux de trésorerie ne sont pas ajustés. La nature et l'impact potentiel de ces événements sont fournis dans la note 20 ci-dessous.

2.7 Arrêté des comptes

Les comptes individuels intermédiaires de la BOAD au 30 juin 2020 sont arrêtés par le Conseil d'Administration au cours de sa réunion du XX septembre 2020.

NOTE 3. EFFETS DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIERE NOUVELLES OU REVISEES

Les normes et interprétations décrites dans les états financiers de la Banque au 31 décembre 2019 ont été complétées par les dispositions des nouvelles normes et interprétations entrées en vigueur pour compter de l'exercice 2020. Il s'agit des normes et amendements ci-après :

3.1 Nouveaux textes publiés par l'IASB et entrés en vigueur

Date d'entrée en vigueur	Nouvelles normes ou amendements	Impact sur les états financiers de la Banque arrêtés au 30 juin 2020
1 ^{er} janvier 2020	Amendements à IAS 1 et IAS 8 : définition du terme significatif	<p>L'objectif de ces amendements est d'améliorer la définition du terme « significatif » afin de permettre aux entités d'exercer plus facilement leur jugement en matière de matérialité pour les informations à inclure dans les états financiers.</p> <p>Selon l'ancienne définition, les omissions ou inexactitudes d'éléments sont significatives si elles peuvent, individuellement ou collectivement, influencer les décisions économiques que prennent des utilisateurs sur la base des états financiers.</p> <p>Avec la nouvelle définition, une information est significative si on peut raisonnablement s'attendre à ce que son omission, son inexactitude ou son obscurcissement influence les décisions économiques que les principaux utilisateurs des états financiers à usage général d'une entité comptable donnée prennent sur la base de ces états financiers.</p> <p>L'application de cette nouvelle définition n'a pas d'impact sur les comptes de la Banque.</p>
	Amendements à IAS 39, IFRS 7 et IFRS 9 : réforme des taux d'intérêt de référence	<p>Ces amendements ont pour but d'apporter une solution comptable découlant des incertitudes liées à la réforme des taux de référence (<i>ou IBOR Interbank Offered Rate</i>). Dans la phase 1, ils font obligation aux entités de fournir des informations financières utiles aux investisseurs sur leurs relations de couverture pendant cette période d'incertitude.</p> <p>La phase 2 qui a été amorcée en février 2020, est axée sur les conséquences potentielles sur l'information financière du remplacement d'un taux de référence existant par un autre. Les travaux y relatifs sont toujours en cours.</p>

Date d'entrée en vigueur	Nouvelles normes ou amendements	Impact sur les états financiers de la Banque arrêtés au 30 juin 2020
		Aucun impact résultant de cet amendement n'est donc anticipé.
1 ^{er} juin 2020	Amendements à IFRS 16 : allègements de loyer liés au Covid-19	<p>En application de la version initiale de la norme IFRS 16, les locataires ont l'obligation d'évaluer les contrats de location individuellement pour déterminer si certaines concessions de loyer doivent être considérées comme des modifications de location et, si tel est le cas, le locataire doit réévaluer l'obligation locative en utilisant un taux d'actualisation révisé. L'amendement introduit une exemption selon laquelle les locataires n'ont plus l'obligation d'examiner si des concessions de loyer liées à la Covid-19 sont des modifications de contrats de location, leur permettant de tenir compte de ces changements comme s'il ne s'agissait pas de modifications de contrats de location. L'amendement s'applique exclusivement aux concessions de loyer liées au Covid-19 qui réduisent les paiements de location dus en 2020.</p> <p>Les contrats de bail signés par la BOAD en qualité de locataire ne remplissent pas la définition d'un contrat de location au sens de la norme IFRS 16. Aussi, la BOAD n'a bénéficié d'aucun allègement de loyers. Sur la base de ces éléments, aucun impact n'est attendu de cet amendement.</p>

3.2 Textes à venir

Date d'entrée en vigueur	Nouvelles normes ou amendements	Impacts attendus sur les états financiers de la Banque
1 ^{er} janvier 2023	IFRS 17 « Contrats d'assurance »	L'activité de la Banque est essentiellement bancaire et n'entre pas dans le champ d'application d'IFRS 17 qui vient remplacer la norme IFRS 4. Il n'y aura donc pas d'impact sur les comptes de la BOAD.

NOTE 4. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les éléments suivants :

Trésorerie et équivalents de trésorerie		30/06/2020	31/12/2019
Caisse		122	107
BOAD Siège compte courant BOAD		20	99
Comptes de dépôts des Missions Résidentes et Siège à la BCEAO	4.1	230 541	390 922
Compte spécial Eximbank Japon		15	15
Compte spécial Royaume de Belgique		4 214	4 213
Compte de contribution FDE		1 985	1 985
Compte de règlements BOAD Lomé		53 166	31 861
Comptes de fonctionnement des Missions Résidentes		82	718
Comptes Banques et Correspondants		17 896	10 170
Dépôts bancaires à court terme	4.2	90 006	136 006
Dépôts/appels de marge		55	55
TOTAL		398 102	576 151

4.1.-Les comptes de dépôts des Missions Résidentes se détaillent comme suit :

Missions résidentes et Siège	30/06/2020	31/12/2019
Dépôt BCEAO Abidjan	588	13 396
Dépôt BCEAO Bamako	3 475	13 604
Dépôt BCEAO Bis au	4 573	1 829
Dépôt BCEAO Cotonou	21 975	8 102
Dépôt BCEAO Dakar	9 495	19 062
Dépôt BCEAO Lomé	181 604	308 683
Dépôt BCEAO Niamey	4 671	10 509
Dépôt BCEAO Ouagadougou	4 160	15 736
Total	230 541	390 922

4.2 Les dépôts bancaires à court terme comprennent :

Dépôts bancaires à court terme	30/06/2020	31/12/2019
BOA-CI, compte spécial pour liquidités	996	996
BOA-BN, compte spécial pour liquidités	1 010	1 010
DAT groupe BOA	23 000	21 000
DAT groupe ORA Bank	10 000	10 000
DAT groupe BSIC	3 000	8 000
DAT Banque Atlantique Togo	0	5 000
DAT Groupe Coris Bank International	36 000	48 000
DAT groupe NSIA BANK	0	15 000
DAT BHBF	0	5 000
DAT UTB	10 000	10 000
DAT UBA	5 000	2 000
DAT BNDE	0	10 000
DAT Banque Outarde	1 000	0
Total	90 006	136 006

NOTE 5. PRÊTS ET CREANCES AU COÛT AMORTI

Le poste prêts et créances au coût amorti se décompose comme suit :

Prêts et créances au coût amorti		30/06/2020	31/12/2019
Créances interbancaires	5.1	45 653	50 119
Créances sur la clientèle	5.2	2 056 729	1 985 427
Prêts au personnel		11 460	10 963
Portefeuille titres	5.3	395 818	288 496
Créances sur actionnaires à libérer		6 882	6 882
TOTAL		2 516 542	2 341 887

5.1 Créances interbancaires

Les créances interbancaires regroupent les prêts interbancaires et les intérêts qui y sont rattachés. Les échéances y relatives sont à moins d'un an. Ils se détaillent comme suit au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019 :

Contreparties	30/06/2020	31/12/2019
BCEAO- intérêts sur comptes ordinaires	61	136
BRM	12 500	12 500
BDM	10 000	10 000
ORAGROUP	20 000	20 000
BDU-BF	0	5 000
INTERETS COURUS	3 092	2 483
TOTAL	45 653	50 119

5.2 Créances à la clientèle

Les créances sur la clientèle de la Banque comprennent les prêts accordés au secteur public (marchand et non marchand) et au secteur privé.

Tous les prêts de la Banque sont octroyés à taux fixes. Les emprunteurs ont la possibilité de procéder à des remboursements anticipés de ces montants sous réserve des conditions prévues dans les accords et conventions de prêts.

5.2.1 Echancier des créances sur la clientèle

L'échéancier des créances sur la clientèle au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019 se présente comme suit :

Libellés	30/06/2020	31/12/2019
Créances brutes à la clientèle	2 134 648	2 055 777
dont encours brut des prêts	2 080 988	1 997 201
Inférieur à six mois	97 047	95 848
De plus de six mois à un an	114 655	107 133
De plus d'un an à deux ans	211 537	203 554
De plus de deux ans à trois ans	210 886	203 563
De plus de trois ans à cinq ans	451 709	391 502
De plus de cinq ans	992 434	992 880
Impayés techniques (a)	2 721	2 721
dont avances pour financement d'études	14 645	14 447
dont créances rattachées	39 014	44 128
Total des dépréciations sur la clientèle	-69 017	-58 785
dont dépréciation des créances en souffrance (b)	-48 409	-39 976
dont provisions sur buckets 1 et 2	-20 608	-18 809
Produits différés sur commission	-8 851	-8 386
Ajustement de valeur créances clientèle	-50	-3 179
Créances nettes à la clientèle	2 056 729	1 985 427

- (a) Les impayés techniques sont des sommes non recouvrées sur des appels d'échéance du principal des créances saines datant de moins de 30 jours à la date d'arrêté des comptes.
- (b) Le montant total de dépréciation des créances en souffrance comprend 44 263 MFCFA au titre des dépréciations sur le principal et 4 146 MFCFA au titre des intérêts et commissions sur les créances en souffrance.

5.2.2 Variation des créances en souffrance

L'encours brut des prêts comprend des créances en souffrance ayant évolué comme suit :

	Solde au	Mouvements de la période			Solde cumulé au
	31/12/2019 (a)	Augmentations (b)	Reprises (c)	Solde 30/06/2020 (d) = (b) + (c)	30/06/2020 (e) = (a) + (d)
1. Encours brut en souffrance	59 270	0	-1 996	-1 996	57 274
2. Dépréciation des prêts en souffrance	-38 077	-6 202	17	-6 186	-44 263
3. Créances en souffrance nettes = (1) + (2)	21 194	-6 202	-1 980	-8 182	13 011

5.3 Portefeuille titres

5.3.1 Tableau de variation des titres de placement

Le tableau de variation des titres de placement au 30 juin 2020 se présente comme suit :

	Solde au	Mouvements de la période		Solde 30/06/2020 (d) = (b) + (c)	Solde cumulé au 30/06/2020 (e) = (a) + (d)
	31/12/2019 (a)	Mise en place/Augmentations (b)	Remboursements /Reprises (c)		
1. Encours brut des titres de placement	282 278	131 806	-26 044	105 762	388 040
2. Créances rattachées sur titres de placement	6 686	11 176	-9 276	1 900	8 585
3. Dépréciation/titres de placement (Buckets 1&2)	-467	-341	0	-341	-808
4. Encours nets des titres de placement (principal et créances rattachées) = (1) + (2) + (3)	288 496	142 641	-35 320	107 321	395 818

5.3.2 Détail du portefeuille titres

Le portefeuille titres se décompose comme suit :

Portefeuille titres	30/06/2020	31/12/2019
Obligations Etat du Sénégal	42 125	43 500
Obligations Etat de Côte d'Ivoire	49 500	42 000
Obligations Etat du Bénin	50 000	50 000
Obligations Burkina Faso	44 063	35 000
Obligations Coris Holding	15 000	10 000
Obligations Etat du Mali	50 448	30 000
Obligations Etat du Niger	11 012	11 012
Obligations Etat du Togo	41 759	28 413
Obligations CRRH	10 567	11 217
Obligations BIDD	2 000	2 000
Bons du Trésor du Burkina Faso	18 385	7 286
Bons du Trésor du Mali	27 056	4 000
Bons du trésor du Niger	7 407	7 407
Bons du trésor de Côte d'Ivoire	18 442	
Certificat de dépôt BRM	400	600
Sous-total	388 163	282 434
Intérêts à recevoir	8 585	6 686
Primes/Bons et obligations (TPCI 2019-2022)	-123	-156
Dépréciation/titres de placement (Buckets 1&2)	-808	-467
TOTAL	395 818	288 496

Tous les titres du portefeuille détenus par la Banque sont à terme.

5.3.3 Echancier du portefeuille titres

L'échéancier du portefeuille titres au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019 se présente comme suit :

Echéancier	30/06/2020	31/12/2019
Inférieur à six mois	64 240	20 077
De plus de six mois à un an	35 542	20 613
De plus d'un an à deux ans	40 405	34 298
De plus de deux ans à trois ans	114 346	66 463
De plus de trois ans à cinq ans	81 076	97 675
De plus de cinq ans	52 554	43 307
Sous Total	388 163	282 434
Intérêts à recevoir	8 585	6 686
Primes d'émission/Bons et obligations	-123	-156
Dépréciation/titres de placement (Buckets 1&2)	-808	-467
TOTAL	395 818	288 496

NOTE 6. PARTICIPATIONS

6.1 Stratégie de prise de participations de la Banque

L'activité de prise de participations trouve ses fondements dans les statuts de la Banque, qui prévoient : (i) en leur article 2, entre autres, que « ... la Banque, ... devra contribuer notamment au financement par participation au capital, par octroi de prêts ... » et (ii) en leur article 30, qu'elle « peut constituer ou participer à la constitution du capital d'institutions ou entreprises ». L'objectif visé est notamment de permettre le renforcement des fonds propres et la capacité d'expertise des entreprises opérant dans l'Union. Conformément à cette mission et en application de cette stratégie, la BOAD est intervenue dans tous les Etats de l'Union sous forme de prise de participations dans l'actionnariat de plusieurs entreprises. Ces interventions ont concerné aussi bien des entreprises du secteur financier (banques, établissements financiers) que des entreprises du secteur non financier (énergie, télécommunication, hôtellerie, transport aérien, etc.). La stratégie de prise de participations de la Banque se décline comme suit en termes de :

- **Objectif** : remplir la mission de développement de la Banque tout en mettant davantage l'accent sur la rentabilité financière conformément aux orientations stratégiques de la Banque.
- **Secteurs d'intervention** : tous les secteurs éligibles au financement de la Banque.
- **Modalités d'intervention** : lors de l'entrée dans une opération, la Banque devra avoir une visibilité suffisante des conditions et modalités de sortie, le moment venu. La cession des titres de participation pourra se faire en Bourse pour les actions cotées et aux conditions conventionnelles les meilleures pour les actions non cotées.
- **Positionnement dans les organes d'administration** : conditionner chaque prise de participation à l'attribution à la Banque d'un poste de membre d'un organe d'administration (Conseil d'Administration, Conseil de Surveillance, Comité de Crédit ou d'investissement, etc.).

En complément de la stratégie de prise de participations, la BOAD a pris des dispositions idoines en vue de (i) s'adapter à l'évolution et aux exigences du secteur financier de l'UMOA (relèvement du capital minimum des banques et établissements financiers) et (ii) prendre en compte la spécificité du secteur agricole au regard de son importance dans les économies des pays de l'Union.

6.2 Variation des titres de participation

6.2.1 Tableau de variation des titres de participation

Les variations en valeur brute et nette des participations se présentent comme suit :

Variation des titres de participation	2020	2019
Valeur brute des participations au 1er janvier	92 991	84 668
Acquisitions	540	8 971
Cessions	-1 997	-648
Valeur brute des participations au 30 juin	91 535	92 991
Gains et pertes latents sur instruments en JVOCI non recyclables	33 912	44 042
Gains et pertes comptabilisés en résultat sur instruments en JVR	1 809	1 623
Valeur nette des participations au 30 juin 2020	127 256	138 656

6.2.2 Répartition des titres de participation par contrepartie

Les participations comptabilisées dans l'état de la situation financière sont détaillées par contrepartie dans les tableaux ci-après :

a) Evolution des instruments comptabilisés à la juste valeur par le résultat (JVR) entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020

N°	Pays	Participations	% Détenion	30/06/2020				31/12/2019			
				Encours brut (a)	Gains et pertes latents reclassés en résultat non distribuable (b)	Plus/Moins values de la période en Résultat (c)	Valeur au bilan (d) = (a) + (b)+(c)	Encours brut (a)	Gains et pertes latents reclassés en résultat non distribuable (b)	Plus/Moins values de la période en Résultat (c)	Valeur au bilan (d) = (a) + (b) + (c)
1	BN	FOAI - Sicav ABDOU DIOUF	15.8%	2,500	1,126	24	3,650	2,500	1,058	67	3,626
2	h-uemoa	FEFISOL	8.2%	1,312	60	-9	1,363	1,312	24	36	1,372
3	SN	FCP/FC BOAD	100.0%	5,000	438	170	5,607	5,000	120	318	5,438
TOTAL				8,812	1,624	185	10,621	8,812	1,203	421	10,436

b) Evolution des instruments comptabilisés à la juste valeur par les autres éléments du résultat global (JV/OCI) non recyclables entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020

N°	Pays	Participations	% Detention	30/06/2020				31/12/2019			
				Encours brut (a)	Plus/Moins valeurs de la période en OCI (b)	Gains et pertes latents en OCI non recyclables (c)	Valeur au bilan (d) = (a) + (c)	Encours brut (a)	Plus/Moins valeurs de la période en OCI (b)	Gains et pertes latents en OCI non recyclables (c)	Valeur au bilan (d) = (a) + (b) + (c)
1	BN	SOAGA	19,3%	103	15	105	208	103	-5	90	193
2	TG	CAURIS CROISSANCE	0,0%	0	0	0	0	0	-691	0	0
3	SN	BNDE	9,1%	1 000	96	2 062	3 062	1 000	232	1 965	2 965
4	h-uemoa	CAURIS CROISSANCE II	17,7%	4 626	-539	-1 206	3 420	4 626	3 275	-667	3 959
5	TG	GARI S. A.	11,6%	1 500	-111	1 182	2 682	1 500	10	1 294	2 794
6	MA	BDM Mali	16,0%	600	450	16 446	17 046	600	5 036	15 996	16 596
7	BN	BOA Bénin	2,3%	98	91	1 707	1 805	98	-282	1 616	1 715
8	NG	SONIBANK Niger	9,5%	1 082	257	2 385	3 467	1 082	-390	2 128	3 209
9	CI	BHCI Côte d'Ivoire	2,2%	150	0	19	168	150	-1	19	169
10	NG	BOA Niger	5,7%	137	250	2 633	2 771	137	-384	2 384	2 521
11	TG	BIA Togo	5,2%	392	72	210	602	392	-84	138	530
12	h-uemoa	Afreximbank	0,3%	2 500	224	1 603	4 103	2 500	838	1 380	3 880
13	SN	Banque Régionale de Marché (BRM)	4,0%	400	0	-320	80	400	-1 005	-320	80
14	BF	Banque de l'Habitat du BF	0,9%	200	8	-88	112	200	-185	-96	104
15	CI	BRVM	9,2%	56	-46	511	567	56	-27	557	613
16	CI	DC/BR (BRVM)	9,1%	140	16	206	346	140	-112	190	330
17	TG	CICA RE	2,0%	999	51	394	1 393	999	-19	343	1 342
18	MA	MANDE Hotel	16,7%	50	-11	241	291	50	0	252	302
19	CI	CIPREL	2,0%	584	-99	1 612	2 196	584	168	1 711	2 295
20	TG	ASKY (EX SPCAR)	16,8%	5 990	0	-5 990	0	5 990	-5 990	-5 990	0
21	CI	RASCOM	7,1%	1 600	0	-1 600	0	1 600	0	-1 600	0
22	h-uemoa	PROPARCO	0,7%	3 420	-23	1 132	4 552	3 420	24	1 154	4 575
23	TG	BOAD-Titrisation	100,0%	500	0	-229	271	500	-51	-229	271
24	TG	CRRH-UEMOA	16,1%	1 543	77	870	2 413	1 543	204	793	2 336
25	h-uemoa	Fonds Agricole pour l'Afrique (FAA)	2,6%	2 401	-1 100	-986	1 415	2 401	-258	115	2 515
26	TG	ORAGROUP	2,1%	1 642	-285	3 987	5 628	1 642	3 339	4 272	5 913
27	BF	Fidélis Finance (ex Burkina Bail)	15,0%	689	86	400	1 089	689	-5	314	1 003
28	SN	CNCAS	10,5%	1 573	3	1 606	3 179	1 573	-777	1 603	3 176
29	BF	CORIS BANK	0,0%	0	-9 010	0	0	1 997	-957	9 010	11 007
30	CI	Nouvelle BRS CI/ORA Bank CI	34,4%	16 995	1 168	15 889	32 884	16 995	796	14 721	31 716
31	CI	Banque de l'Union Côte d'Ivoire (BDU-CI)	9,6%	1 100	95	148	1 248	1 100	118	53	1 153
32	BF	Banque de l'Union Burkina Faso (BDU-BF)	10,1%	1 100	100	433	1 533	1 100	520	333	1 433
33	Kenya	FAER	4,9%	5 789	-204	427	6 215	5 789	2 350	631	6 419
34	BF	AMETHIS WEST AFRICAN (AWA)	11,1%	2 998	-74	-1 476	1 522	2 998	-981	-1 403	1 595
35	CI	Air Côte d'Ivoire	6,9%	10 320	-507	-7 321	2 999	10 320	33	-6 814	3 506
36	h-uemoa	Investisseurs & Partenaires/ Développement (IPDEV2)	11,1%	632	-69	-208	424	632	-43	-139	493
37	Bn	Société Immobilière d'Aménagement Urbain SImAU	10,0%	500	-23	-117	384	500	-84	-94	406
38	SN	Banque Outarde	13,8%	2 000	-110	-465	1 535	2 000	53	-355	1 645
39	h-uemoa	Fonds I&P Afrique Entrepreneurs 2 (IPAE2)	4,1%	394	-67	-198	196	358	-131	-131	227
40	NG	Banque de l'Habitat du Niger	8,3%	825	-115	-115	710	825	0	0	825
41	h-uemoa	Fonds d'investissements dédié au développement des services financiers dans l'UEMOA	49,5%	2 710	-84	-850	1 860	2 585	-766	-766	1 819
42		ECP Africa Fund IV	1,8%	2 109	-249	-666	1 444	1 807	-416	-416	1 390
43	CI	MANSA BANK	10,0%	1 200	-400	-400	801	1 200	0	0	1 200
44	h-uemoa	ADIWALE Fund I	7,5%	77	-61	-61	16				
TOTAL				82 723	-10 129	33 912	116 635	84 179	3 352	44 042	128 220

NOTE 7. COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

Les comptes de régularisation et actifs divers comprennent les éléments suivants :

Comptes de régularisation et actifs divers		30/06/2020	31/12/2019
Actifs dérivés	7.1	127 711	35 286
Comptes de régularisation actif	7.2	22 777	1 778
Autres actifs	7.3	12 385	7 406
TOTAL		162 874	44 470

7.1 Actifs dérivés

La répartition des actifs dérivés par type de relation de couverture se présente comme suit :

Actifs dérivés	30/06/2020	31/12/2019
Actifs dérivés à la juste valeur (FVH)	1 456	1 093
Actifs dérivés en flux de trésorerie (CFH)	126 255	34 193
TOTAL	127 711	35 286

Les montants des actifs dérivés correspondent à la quote-part de la juste valeur des dérivés mis en place par la Banque afin de se couvrir contre les fluctuations de change sur les flux d'intérêts à payer sur les emprunts libellés en devises. L'augmentation des actifs dérivés au 30 juin 2020 résulte de l'appréciation de la couverture consécutive à la hausse des cours du dollar et du DTS sur la période.

7.2 Comptes de régularisation actif

Comptes de régularisation actif	30/06/2020	31/12/2019
Dépenses à régulariser	1 136	892
Charges constatées d'avance	543	383
Produits à recevoir	43	41
Autres comptes de régularisation actif	21 055	462
TOTAL	22 777	1 778

7.3 Autres actifs

Autres actifs	30/06/2020	31/12/2019
Débiteurs divers	3 988	1 921
Préfinancements d'activités	1 215	1 289
Cautions versées	79	75
Avances et acomptes versés	219	206
Autres dotations et subventions à recevoir	6 885	3 915
TOTAL	12 385	7 406

NOTE 8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

8.1 Immobilisations corporelles

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019 se présente comme suit :

Immobilisations corporelles	30/06/2020	31/12/2019
Coût d'acquisition	22 617	26 302
Dotations et reprises d'amortissements	-16 968	-20 405
Valeur nette comptable	5 649	5 897

L'évolution de la valeur nette comptable des immobilisations corporelles entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020 se présente comme suit :

Acquisition d'immobilisations corporelles	Dotations et reprises d'amortissements
Solde au 01 janvier 2020	Solde au 01 janvier 2020
26 302	20 405
Acquisitions 328	Acquisitions 535
Cessions -4 013	Cessions -3 972
Transférées en immeubles de placement 0	Transférées en immeubles de placement 0
Classées comme étant détenus en vue de la vente 0	Classées comme étant détenus en vue de la vente 0
Solde au 30 juin 2020	Solde au 30 juin 2020
22 617	16 968
Valeur Nette au bilan au 30 juin 2020	5 649

Le détail par catégorie d'immobilisations corporelles est présenté dans le tableau ci-après :

	Terrains	Bâtiments	Propriétés en construction	Installations et Equipements	Equipements détenus en location-financement	Total
Coût d'acquisition						
Solde au 1er janvier 2019	190	14 986	499	11 393	0	27 068
Acquisitions	0	2	0	1 724	0	1 726
Transferts	0	0	-105	0	0	-105
Cessions	0	-932	0	-685	0	-1 617
Transférées en immeuble de placement	0	-667	0	-103	0	-770
Autres réévaluations	0	0	0	0	0	0
Solde au 1er janvier 2020	190	13 389	395	12 328	0	26 302
Acquisitions	0	0	0	251	0	251
Transferts	0	0	77	0	0	77
Transférées en immeuble de placement	0	0	0	0	0	0
Cessions	0	0	0	-4 013	0	-4 013
Solde au 30 juin 2020	190	13 389	472	8 566	0	22 617
Amortissements et cessions cumulés						
Solde au 1er janvier 2019	0	9 456	0	10 375	0	19 831
Charges d'amortissement	0	618	0	764	0	1 383
Cessions	0	0	0	-767	0	-767
Transférées en immeubles de placement	0	-31	0	-12	0	-42
Reprises de dépréciations	0	0	0	0	0	0
Solde au 1er janvier 2020	0	10 044	0	10 361	0	20 405
Charges d'amortissement	0	164	0	371	0	535
Transférées en immeubles de placement	0	0	0	0	0	0
Reprises d'amortissement (Cessions)	0	0	0	-3 972	0	-3 972
Dépréciations comptabilisées pendant la période	0	0	0	0	0	0
Solde au 30 juin 2020	0	10 208	0	6 760	0	16 968
Valeur Nette des immobilisations corporelles au 30 juin 2020						5 649

8.2 Immobilisations incorporelles

Les valeurs nettes comptables des immobilisations incorporelles sont présentées dans le tableau ci-après :

Immobilisations incorporelles	30/06/2020	31/12/2019
Valeur brute	1 903	1 886
Dotations et reprises d'amortissements	-1 386	-1 474
Valeur nette comptable	517	412

L'évolution de la valeur nette comptable des immobilisations incorporelles entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020 se présente comme suit :

Acquisition de logiciels		Dotations et reprises d'amortissements	
Solde au 01 janvier 2020	1 886	Solde au 01 janvier 2020	1 474
Acquisitions	149	Acquisitions	44
Cessions	-132	Cessions	-132
Classées comme étant détenus en vue de la vente	0	Classées comme étant détenus en vue de la vente	0
Solde au 30 juin 2020	1 903	Solde au 30 juin 2020	1 386
Valeur Nette au bilan au 30 juin 2020			517

8.3. Immeubles de placement

Les valeurs nettes des immeubles de placement sont présentées dans le tableau ci-après :

Immeubles de placement	30/06/2020	31/12/2019
Coût d'acquisition	770	770
Dotations et reprises d'amortissements	-60	-42
Valeur nette comptable	710	728

L'évolution de la valeur nette comptable des immeubles de placement entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020 se présente comme suit :

Acquisition d'immeubles de placement		Dotations et reprises d'amortissements	
Solde au 01 janvier 2020	770	Solde au 01 janvier 2020	42
Acquisitions	0	Acquisitions	18
Cessions	0	Cessions	0
Classées comme étant détenus en vue de la vente	0	Classées comme étant détenus en vue de la vente	0
Solde au 30 juin 2020	770	Solde au 30 juin 2020	60
Valeur Nette au bilan au 30 juin 2020			710

8.4. Actifs courants détenus en vue de la vente

En décembre 2019, la Banque a été déclarée copropriétaire d'un ensemble immobilier conjointement avec d'autres co-bailleurs. Cet ensemble immobilier est présenté en tant qu'actif non courant détenu en vue de la vente. Un programme actif de recherche d'acquéreur a été initié.

L'actif détenu en vue de la vente a été enregistré au montant le plus faible entre la valeur comptable de la créance due par le bénéficiaire du prêt (qui ressort à 2 245 MFCFA) et le montant de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. L'éventuel gain ou perte issue de la cession ainsi que les coûts de la vente seront portés en résultat net. Il n'y a aucun produit ou charge accumulé compris dans les autres éléments du résultat global lié à l'actif détenu en vue de la vente.

NOTE 9. PASSIFS AU COÛT AMORTI

Les passifs au coût amorti sont composés des emprunts contractés par la Banque et des dettes qui leur sont rattachées (intérêts et commissions courus non échus).

9.1 Détail du poste « Passifs au coût amorti »

Le détail de ce poste se présente comme suit (en M FCFA) au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019 :

Passifs au coût amorti		30/06/2020	31/12/2019
I- Dettes représentées par un titre			
Emprunts obligataires BOAD (a)		1 434 476	1 428 730
Bons BOAD		114 141	114 141
Échéances à moins d'un an/dettes rep. par des titres		22 383	98 601
<i>Sous-total I</i>		1 571 000	1 641 473
II- Autres emprunts auprès des partenaires extérieurs			
Emprunts pour financement de projets à long terme		475 823	428 652
Emprunts pour financement d'études long terme		482	482
Échéances à moins d'un an/emprunts		39 153	85 640
<i>Sous-total II</i>		515 458	514 774
Total I+II		2 086 458	2 156 247
III- Dettes rattachées aux emprunts & dettes rep.			
Intérêts courus sur dettes représentées par un titre		22 208	27 660
Charges différées sur bons et obligations		-180	-264
Intérêts et commissions courus sur autres emprunts		3 013	3 314
Charges différées sur autres emprunts		-305	-350
<i>Sous-total III</i>		24 735	30 360
IV- Dettes interbancaires (Cauris ROPPA, AFD....)		2 373	2 463
Total I+II+III+IV		2 113 567	2 189 070

9.2 Tableau de variation des emprunts

La variation des emprunts par contrepartie entre le 30 juin 2020 et le 31 décembre 2019 se présente comme suit :

Emprunts	Encours au 31 décembre 2019	Tirages de l'exercice	Remboursements de l'exercice	Risque de change	Capitalisation différentiel intérêts au TIE	Encours au 30 juin 2020
Dettes interbancaires	2 463	0	-90	0	0	2 373
TOTAL DETTES INTERBANCAIRES	2 463	0	-90	0	0	2 373

Tableau de variation des bons et obligations

Emprunts	Encours au 31 décembre 2019	Tirages de l'exercice	Remboursements de l'exercice	Risque de change	Capitalisation différentiel intérêts au TIE	Encours au 30 juin 2020
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	1 451 114	0	0	4 553	1 193	1 456 860
BONS	190 359	0	-76 219	0	0	114 140
TOTAL BONS ET OBLIGATIONS	1 641 473	0	-76 219	4 553	1 193	1 571 000

Tableau de variation des autres emprunts

Emprunts	Encours au 31 décembre 2019	Tirages de l'exercice	Remboursements de l'exercice	Risque de change	Capitalisation différentiel intérêts au TIE	Encours au 30 juin 2020
IDA	93 978	0	-1 096	-294	0	92 589
KFW	122 862	32 798	-7 034	0	0	148 626
AFD	126 503	0	-9 809	0	0	116 694
BEI	12 113	0	-2 401	0	0	9 711
BAD	98 553	0	-8 005	0	0	90 547
ICD	6 893	0	-3 403	0	0	3 490
BDC	32 798	0	-6 560	0	0	26 238
BADEA	11 805	15 056	-4 841	-389	0	21 631
BNP Fortis	6 206	0	-273	0	0	5 932
ITFC	3 064	0	-3 064	0	0	0
TOTAL LIGNES DE CREDIT	514 774	47 854	-46 487	-683	0	515 458
TOTAL EMPRUNTS	2 158 710	47 854	-122 796	3 870	1 193	2 088 832

9.3 Echancier du passif au coût amorti

L'échéancier des emprunts au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019 se présente comme suit :

Échéances	30/06/2020	31/12/2019
Inférieur à six mois	63 021	125 166
De plus de six mois à un an	534 855	59 076
De plus d'un an à deux ans	133 234	587 659
De plus de deux ans à trois ans	75 852	97 543
De plus de trois ans à cinq ans	103 459	116 917
De plus de cinq ans	1 178 411	1 172 349
Sous total encours emprunts	2 088 832	2 158 710
Dettes rattachées sur emprunts	24 735	30 360
TOTAL EMPRUNTS	2 113 567	2 189 070

9.4 Ratio d'endettement de la Banque

En application de l'article 37 des statuts, le Conseil des Ministres de l'UMOA a décidé que l'encours total des emprunts de la Banque est limité à tout instant au triple de ses fonds propres. Au 30 juin 2020, l'encours des emprunts représente 241% des fonds propres pour une limite réglementaire de 300 %.

NOTE 10. FONDS AFFECTÉS

Ils se décomposent comme suit :

Fonds affectés	30/06/2020	31/12/2019
Fonds d'Assistance Technique Belge FAT/B	193	190
Fonds Néerlandais	34	34
Fonds de contrepartie IDA	487	425
Fonds AFD d'Etudes	310	310
Fonds de contrepartie AFD	26	26
Fonds de Partenariat Environnemental	4	4
Fonds Facilité du Sahel KFW	5 853	5 949
Fonds chinois de coopération	139	139
Fonds AFD IV de Renforcement des capacités	30	30
Fonds de Développement Energie	1 985	1 985
Fonds " Assurance Récolte"	2 836	2 836
Centre Régional de Collaboration (CRC)	320	272
Facilité Régionale d'Accès à l'Energie durable	0	0
Fonds du nouveau mécanisme de bonification	73 897	17 646
Fonds CMS pour la bonification	1 000	1 000
Fonds FEM	1 152	1 466
Fonds d'Adaptation	5 045	5 197
Fonds Vert pour le Climat (FVC)	0	13
Fonds d'aide Aux Initiatives Régionales (FAIR)	887	1 017
Fonds du Royaume de Belgique pour libération de capital	4 200	4 200
Fonds KFW-PACAN	3 214	0
Fonds du Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature, de la Construction et de la Sécurité nucléaire (BMUB)	14	0
TOTAL	101 626	42 739

NOTE 11. COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

Au 30 juin 2020, les comptes de régularisation et de passifs divers se présentent comme suit :

12. Comptes de régularisation et passifs divers		30/06/2020	31/12/2019
Passifs dérivés	11.1	0	16 868
Comptes de régularisation passif	11.2	23 036	18 380
Autres passifs	11.3	19 800	3 432
TOTAL		42 836	38 680

11.1 Passifs dérivés

La répartition des passifs dérivés par type de relation de couverture se présente comme suit :

Passifs dérivés	30/06/2020	31/12/2019
Passifs dérivés à la juste valeur (FVH)	0	0
Passifs dérivés en flux de trésorerie (CFH)	0	16 868
TOTAL	0	16 868

Les passifs dérivés ont connu une baisse de 16 868 M FCFA entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020. Cette baisse s'explique par la hausse des cours du dollar et du DTS observée sur la même période. Elle vient compenser l'augmentation du risque de change enregistrée sur les emprunts au coût amorti au 30 juin 2020.

11.2 Comptes de régularisation passif

Le détail des comptes de régularisation se présente comme suit :

12.2 Comptes de régularisation passif	30/06/2020	31/12/2019
Recettes à régulariser	18 780	14 415
Charges à payer	3 319	3 275
Produits constatés d'avance	938	690
TOTAL	23 036	18 380

11.3 Autres passifs

Le détail des autres passifs se présente comme suit :

11.3 Autres passifs	30/06/2020	31/12/2019
Créditeurs divers	925	1 701
Dettes fournisseurs	18 875	1 731
TOTAL	19 800	3 432

NOTE 12. CAPITAUX PROPRES

12.1 Détail des capitaux propres

L'évolution des capitaux propres respectivement au 31 décembre 2019 et au 30 juin 2020 se présente comme suit:

Capitaux propres	30/06/2020	31/12/2019
Capital souscrit	1 103 650	1 103 650
Capital sujet à appel	-826 230	-826 230
Capital à libérer	-41 801	-55 740
Coût lié à la libération différée du capital	-1 800	-1 800
Capital (A)	233 819	219 881
Primes d'émission (B)	2 622	2 622
Réserves affectées aux activités de développement	76 050	76 050
Autres réserves	26	26
Résultats non distribués	505 443	392 007
Réserves et résultats non distribuables (C)	581 519	468 083
Résultat de l'exercice (D)	20 400	116 812
Réserves de juste valeur sur les instruments de capitaux propres classés en JVOCI non recyclables (IFRS 9)	33 912	44 041
Réserves de couverture des flux de trésorerie	74 033	-20 546
Réévaluation du passif au titre des régimes de retraite	834	834
Autres éléments du résultat global (E)	108 780	24 330
TOTAL (A+B+C+D+E)	947 140	831 727

12.2 Structure du capital de la BOAD

Le tableau suivant donne la structure du capital de la Banque au 30 juin 2020 en valeur nominale et sa répartition en actions. Chaque action confère à son titulaire les mêmes droits et obligations.

ACTIONNAIRES	CAPITAL SOUSCRIT	%	nb d'action	CAPITAL APPELE	CAPITAL LIBERE	CAPITAL A LIBERER	CAPITAL SUJET A APPEL
	(1)=(2)+(5)			(2)=(3)+(4)	(3)	(4)	(5)
CATEGORIE A							
BENIN	64 650	5,86%	1 293	16 163	13 613	2 550	48 487
BURKINA	64 650	5,86%	1 293	16 163	13 613	2 550	48 487
COTE D'IVOIRE	64 650	5,86%	1 293	16 163	13 613	2 550	48 487
GUINEE BIS SAU	64 650	5,86%	1 293	16 163	13 086	3 077	48 487
MALI	64 650	5,86%	1 293	16 163	13 613	2 550	48 487
NIGER	64 650	5,86%	1 293	16 163	13 613	2 550	48 487
SENEGAL	64 650	5,86%	1 293	16 163	13 613	2 550	48 487
TOGO	64 650	5,86%	1 293	16 163	13 613	2 550	48 487
BCEAO	517 200	46,86%	10 344	129 304	108 904	20 400	387 896
	1 034 400	93,73%	20 688	258 608	217 281	41 327	775 792
CATEGORIE B							
France	38 400	3,48%	768	9 600	8 000	1 600	28 800
Allemagne	2 000	0,18%	40	2 000	2 000	0	0
Belgique (1)	5 600	0,51%	112	1 400	1 400	0	4 200
BEI	4 000	0,36%	80	1 000	1 000	0	3 000
BAD	6 000	0,54%	120	1 500	1 357	143	4 500
EXIMBANK INDE	750	0,07%	15	188	156	31	563
CHINE POPULAIRE	12 000	1,09%	240	3 000	2 500	500	9 000
MAROC	500	0,05%	10	125	125	0	375
	69 250	6,27%	1 385	18 813	16 538	2 274	50 438
	1 103 650	100,00%	22 073	277 421	233 819	43 601	826 230
CAPITAL NON SOUSCRIT	51 350		1 027				
CAPITAL AUTORISE	1 155 000		23 100				

(1) versement par anticipation d'un montant de 4 200MFCFA dans un compte séquestre

Le tableau ci-après présente le détail du « capital à libérer » figurant dans la structure du capital au 30 juin 2020.

	30/06/2020	31/12/2019
Capital à libérer hors coût lié à la libération différée du capital (a)	41 801	55 740
Coût lié à la libération différée du capital (b)	1 800	1 800
Capital à libérer (a+b)	43 601	57 540

12.3 Fonds propres effectifs

Les fonds propres effectifs de la Banque se décomposent comme suit au 30 juin 2020 et 31 décembre 2019 :

Eléments	30/06/2020	31/12/2019
A- Fonds propres de base	807 008	779 549
1- Capital et fonds assimilés	233 819	219 881
2- Réserves et fonds assimilés	573 188	559 668
B- Fonds propres complémentaires	59 217	65 842
Fonds propres effectifs (=A+B)	866 224	845 391
C- Fonds propres non versés	80 915	- 13 664
Capitaux propres (A+B+C)	947 140	831 727

NOTE 13. PRODUIT NET BANCAIRE

Les détails de cette rubrique se présentent comme suit :

Produit net bancaire	30/06/2020	30/06/2019
1-Produits et charges d'intérêts		
Intérêts et commissions sur prêts	55 179	50 109
Commissions sur garantie d'emprunts obligataires	0	13
Intérêts et produits sur placements	16 071	12 372
Sous-total produits d'intérêts (A)	71 250	62 494
Intérêts et charges sur dettes représentées par un titre	-38 204	-29 602
Intérêts et charges sur autres emprunts	-7 520	-7 884
Autres charges services financiers et commissions diverses	-271	-73
Sous-total charges d'intérêts (B)	-45 996	-37 559
Marge sur intérêts et commissions C=(A)-(B)	25 254	24 935
2.1-Gains et pertes de change		
Gain de change consommé	57	0
Gain de change potentiel	0	0
Sous-total gain de change (D)	57	0
Perte de change consommée	-198	-29
Perte de change potentielle	-3 870	-5 802
Sous-total perte de change (E)	-4 068	-5 831
Perte nette de change F=(D)-(E)	-4 011	-5 831
2.2-Gains/pertes sur instruments de couverture (G)	14 715	11 239
2- Gains/pertes nets sur devises (G)-(F)	10 704	5 409
3- Gains/pertes sur instruments de capitaux propres à la JVR	185	85
4- Dividendes	2 248	2 194
5-Produit Net Bancaire (PNB) = (1)+(2)+(3)+(4)	38 391	32 623

Les gains et pertes de change résultent de la mobilisation par la Banque de ressources en devises hors euros auprès de partenaires financiers et sur le marché financier international pour le financement des projets. Ils ont fait l'objet de couverture par des opérations d'achat à terme et de swap.

NOTE 14. COÛT DU RISQUE

Le coût du risque se présente comme suit au 30 juin 2020 :

Coût du risque	30/06/2020	30/06/2019
Dépréciations sur créances sur la clientèle	-10 249	0
Reprise de dépréciations sur créances sur la clientèle	17	1 625
Dépréciations sur portefeuille titres	-341	0
Reprise de dépréciations sur portefeuille titres	0	19
Dépréciation sur autres éléments d'actif	0	-2 246
Reprise de dépréciation sur autres éléments d'actif	164	0
TOTAL	-10 409	-603

NOTE 15. CHARGES LIEES AUX ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT

Ce poste regroupe les charges ayant un lien avec les activités de développement exercées par la BOAD.

Charges liées aux activités de développement	30/06/2020	30/06/2019
Bonification d'intérêts	-1 040	-1 118
Autres charges d'activités de développement	0	-801
TOTAL	-1 040	-1 918

NOTE 16. GESTION DES RISQUES

La BOAD a adopté et met en œuvre des processus et dispositifs de quantification, de surveillance et de maîtrise de ses risques mesurables (risques de crédit, de marché, de liquidité et opérationnels) adaptés à ses activités, à ses moyens et à son organisation et intégrés au dispositif de contrôle interne. Les principales catégories de risques (risque de crédit, risque de change, risque de taux d'intérêt, risque de liquidité et risque opérationnel) font l'objet de suivi dans le cadre de comités spécifiques (Comité des Engagements, Comité ALM etc.).

Depuis le 1^{er} janvier 2018, en application d'IFRS 9, le modèle de dépréciation de la Banque intègre d'une part, l'anticipation des pertes en se basant sur les pertes attendues (ECL) et d'autre part, la prise en compte des prévisions macro-économiques dans la détermination des paramètres de risques (forward looking).

Les objectifs et les règles en matière de gestion des risques financiers sont identiques à ceux appliqués pour les comptes individuels au 31 décembre 2019.

NOTE 17. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

17. 1 Classification des instruments financiers

Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs et passifs financiers de la Banque ainsi que leur classification au 30 juin 2020.

Instruments financiers	Actifs et passifs financiers à la JV par le résultat	Actifs et passifs financiers à la JV OCI recyclables	Actifs et passifs financiers à la JV OCI non recyclables	Actifs et passifs financiers au coût amorti	Montant total de la valeur comptable	Montant total de la JV
- Trésorerie et équivalents de trésorerie				398 102	398 102	398 102
- Créances interbancaires				45 653	45 653	45 653
- Portefeuille titres - titres de dettes				395 818	395 818	395 818
- Créances sur la clientèle				2 056 729	2 056 729	2 056 729
- Prêts au personnel				11 460	11 460	11 460
- Créances sur actionnaires				6 882	6 882	6 882
- Instruments de capitaux propres	10 621		116 635		127 256	127 256
- Actifs dérivés de couverture	127 711				127 711	127 711
Montant total des actifs financiers	138 332	0	116 635	2 914 643	3 169 610	3 169 610
- Emprunts				2 113 567	2 113 567	2 113 567
- Passifs dérivés de couverture	0				0	0
Montant total des passifs financiers	0	0	0	2 113 567	2 113 567	2 113 567

Au 31 décembre 2019, les valeurs comptables et justes valeurs ainsi que la classification des actifs et passifs financiers se présentent comme suit :

Instruments financiers	Actifs et passifs financiers à la JV par le résultat	Actifs et passifs financiers à la JV OCI recyclables	Actifs et passifs financiers à la JV OCI non recyclables	Actifs et passifs Financiers au coût amorti	Montant total de la valeur comptable	Montant total de la JV
- Trésorerie et équivalents de trésorerie				576 151	576 151	576 151
- Créances interbancaires				50 119	50 119	50 119
- Portefeuille titres - titres de dettes				288 496	288 496	288 496
- Créances sur la clientèle				1 985 427	1 985 427	1 985 427
- Prêts au personnel				10 963	10 963	10 963
- Créances sur actionnaires				6 882	6 882	6 882
- Instruments de capitaux propres	10 436		128 220		138 656	138 656
- Actifs dérivés de couverture	35 286				35 286	35 286
Montant total des actifs financiers	45 721	0	128 220	2 918 038	3 091 980	3 091 980
- Emprunts				2 189 070	2 189 070	2 189 070
- Passifs dérivés de couverture	16 868				16 868	16 868
Montant total des passifs financiers	16 868	0	0	2 189 070	2 205 938	2 205 938

17.2 Classification des instruments financiers par niveau de juste valeur

Le tableau ci-dessous classe les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par niveau de juste valeur au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019 :

	Niveau 1. Cours de marchés actifs		Niveau 2. Techniques d'évaluation dont toutes les données importantes sont fondées sur des informations de marché observables		Niveau 3. Techniques d'évaluation dont les données importantes ne sont pas fondées sur des informations de marché observables		Montant total	
	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2020	31/12/2019
Actifs dérivés de couverture			127 711	35 286			127 711	35 286
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par le résultat			10 621	10 436			10 621	10 436
Instruments de capitaux propres à la JV OCI non recyclables	10 204	15 243	-	-	106 431	112 978	116 635	128 220
Montant total des actifs financiers	10 204	15 243	138 332	45 721	106 431	112 978	254 967	173 942
Passifs dérivés de couverture			-	16 868			-	16 868
Montant total des passifs financiers	-	-	-	16 868	-	-	-	16 868

Le tableau suivant recense les techniques d'évaluation des justes valeurs de niveau 2 et 3 pour les instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière et les données non observables clés utilisées.

Type	Techniques d'évaluation	Données non observables clés	Corrélation entre les données non observables clés et l'évaluation de la juste valeur
Contrats de change à terme	Fixation des prix à terme La juste valeur est calculée au moyen de taux de change à terme cotés à la date de clôture et d'évaluations de la valeur actualisée basées sur les courbes de rendement/courbes de taux de crédit de contrat de grande qualité	Non applicable	Non applicable
Swap de devises	Modèles de swaps La juste valeur correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie estimés. Les estimations de flux de trésorerie futurs à taux variable sont basées sur les taux de swaps cotés, les prix des contrats futurs et les taux d'emprunts interbancaires. Les flux de trésorerie estimés sont actualisés au moyen d'une courbe de taux élaborée à partir de sources similaires et qui reflète le taux interbancaire de référence utilisé par les intervenants du marché lors de la fixation des prix des swaps de devises.	Non applicable	Non applicable
Instruments de capitaux propres (participations)	Technique des comparables de marché/flux de trésorerie disponibles actualisés / actif net comptable La juste valeur est estimée en fonction (i) des prix des dernières transactions (délai inférieur ou égal à 12 mois), conclues à des conditions normales de marché ou relevant d'une offre de paiement ferme et portant sur plus de 15% du stock existant ou (ii) de la valeur actuelle nette calculée au moyen de taux d'actualisation de titres présentant des rendements/risques similaires ajustée pour tenir compte de la structure financière (à condition que la société ait généré des flux consolidés de trésorerie d'exploitation positifs depuis les deux précédents exercices au moins) ou encore (iii) de la valeur mathématique sur la base des derniers états financiers disponibles	Non applicable	Non applicable

NOTE 18. ENGAGEMENTS HORS BILAN

18.1 Engagements reçus

Ces engagements se répartissent comme suit :

Engagements reçus	30/06/2020	31/12/2019
Engagements d'emprunts à tirer (a)	149 808	199 806
Garanties reçues de Fonds régionaux (b)	32 675	32 504
Total	182 483	232 311

- Les engagements à tirer représentent le reliquat non encore encaissé sur les emprunts contractés auprès des bailleurs de fonds.
- Cette rubrique correspond aux garanties financières obtenues des fonds régionaux de garantie sur les prêts octroyés par la Banque.

18.2 Engagements donnés

Ils s'analysent comme suit :

Engagements donnés	30/06/2020	31/12/2019
Engagements de prêts donnés (a)	1 830 378	1 610 021
Avances sur financement d'études	14 877	15 455
Engagements de prises de participations (b)	61 478	62 019
Cautions et autres garanties	10 000	40 000
Total	1 916 733	1 727 495

- Les engagements de prêts donnés correspondent aux accords de financements dont la mise en place reste liée à la réalisation de conditions suspensives ou dont le décaissement effectif est en attente de demandes de tirage de l'emprunteur.
- Les engagements de prises de participations concernent les souscriptions non encore libérées de la BOAD au capital des sociétés.

NOTE 19. EFFETS DE LA COVID-19 SUR LES COMPTES DE LA BANQUE

Au cours du 1^{er} semestre 2020, la BOAD a fait face à la situation exceptionnelle engendrée par la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19. En réponse, elle a déclenché son plan de continuité des activités (PCA) pour assurer la protection de son personnel et la continuité de son activité à travers notamment la tenue de ses engagements et l'assistance aux Etats membres. Le dispositif de gestion de crise, conformément au contenu du PCA, était composé d'un Comité exécutif chargé de la gestion quotidienne et d'un Comité décisionnel de pilotage dirigé par le Président de la BOAD.

Le télétravail et la tenue des séances de travail via les outils de communication collaboratifs ont été privilégiés durant cette période.

La Banque constate que cette crise sanitaire a un impact significatif sur son activité sans toutefois remettre en cause la continuité de son exploitation.

A la date d'arrêté des comptes intermédiaires par son Conseil d'Administration et compte tenu de l'évolution de la pandémie, la Banque n'est pas en mesure de chiffrer, à ce stade, l'impact de la crise sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

NOTE 20. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

A la date d'arrêté des comptes au 30 juin 2020 par le Conseil d'Administration de la BOAD, le management de la Banque n'a noté aucun événement postérieur susceptible d'influencer la situation financière et les résultats de la Banque.